

HEGEMONIE DU MARCHE ET EXPANSION CAPITALISTE OCCULTATION OU PROBLEMATISATION

Laurent BAZIN – Françoise BOURDARIAS – Monique SELIM
(CNRS – CLERS) (Université de Tours) (IRD)

Les termes de mondialisation et de globalisation s'affichent depuis déjà quelques années dans un nombre croissant de revues médiatiques et de manifestations scientifiques à caractère économique en tout premier lieu, mais aussi sociologique¹. Les anthropologues sont en revanche très rares² à s'être saisis du phénomène que recouvrent imparfaitement ces vocables, pour l'intégrer de manière centrale ou même périphérique à leurs recherches. Refuser d'interroger une thématique galvaudée par la presse – et de ce fait avilissante pour la science – peut aboutir à un quasi-déni du réel. Dans certains cas, l'« autre » reste le lieu d'une quête permanente des moyens, illusoire, d'une fuite hors des contraintes d'un monde « moderne » jugé négativement.

D'une manière générale – et à juste titre – chacun s'interroge sur les mots de mondialisation et de globalisation brutalement jetés en pâture à la doxa : quelle est leur portée épistémique ? La « nouveauté » du processus est contestée par des historiens cherchant chez Braudel un argumentaire non dénué de pertinence. La polémique est de surcroît alimentée par les positions qui divisent le

¹ Prochain congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) au Québec en juillet 2000.

² Par exemple, dans des orientations diverses : Althabe, Sélim (1998) ; Augé (1994) ; Friedman (1998) ; Hours (1998) ; Warnier (1999).

champ politique et orientent de manière plus ou moins claire et consciente les intérêts intellectuels. Cette scène est d'autant plus confuse que s'y enchevêtrent des niveaux de débat³ et de réflexion ponctuellement revivifiés par les événements politiques⁴. On ne peut que noter une fois de plus la faible participation des anthropologues à de tels débats.

L'idée de ce numéro reposait néanmoins sur le constat qu'un processus de transformation économique au niveau mondial est actuellement à l'œuvre et que sa prise en compte par l'anthropologie obéit à une nécessité autant qu'elle est potentiellement porteuse d'analyses originales et nouvelles. Des articulations innombrables sont à construire entre des micro-univers aux logiques partiellement autonomes et un espace-monde en voie d'hégémonisation.

Quels que soient les points de vue adoptés, l'unité du processus de transformation économique présent, sous la forme d'une (nouvelle) expansion des modèles capitalistes de marché, semble une formulation susceptible d'un degré plus acceptable d'objectivation. A l'appui de cette désignation, trois observations majeures peuvent être sollicitées : l'effondrement d'un des deux piliers des économies planifiées du communisme (l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est) ; la conversion au capitalisme du second (la Chine et les pays voisins du Vietnam et du Laos), le « socialisme de marché » se présentant comme le symptôme exemplaire d'une contradiction à la fois maintenue et abolie dans l'imaginaire, soit jamais dépassée et à la durée inévitablement précaire (Kornai, 1996) ; enfin, l'emprise croissante d'organisations internationales sous l'égide desquelles se négocient la pénétration des capitaux et le décloisonnement des marchés, tandis qu'est redéfinie la place des Etats dans la régulation de l'économie.

Si l'on convient que cette expansion du capitalisme (à laquelle pour l'instant seule la Corée du Nord résiste sur un mode obsidional et particulièrement meurtrier⁵) conduit à une généralisation des

³ Les « économistes contre la pensée unique » : les sociologues rassemblés autour de Bourdieu, etc.

⁴ Les grèves de 1995 (Duval et alii, 1998) : le mouvement des sans-papiers, etc.

⁵ 1 à 3 millions de morts de famine dans les dernières années.

échanges et des rapports marchands, on concevra également que l'anthropologie est d'autant plus convoquée que la différenciation entre relations marchandes et sociétés du « don » fut une des topiques fondamentales de la discipline. Mais on constate dans une partie de la profession une tendance à se définir avant tout comme ethnographe, à se replier sur l'approfondissement monographique ou thématique considéré comme le gage d'une continuité avec une supposée origine disciplinaire dont on aurait curieusement tronqué l'ambition de réflexion générale et comparative. L'application de cette ethnographie à de nouveaux terrains est alors mise en avant comme ouverture de la discipline au « contemporain ». Quels que soient ses espaces d'investigation, une telle pratique tend à autonomiser et à substantialiser des objets initiaux (parenté, classes d'âge, castes, etc.), des particularismes ou encore à « universaliser » des thèmes tels que les émotions, les sentiments, le rêve. Les domaines d'étude sont alors érigés en îlots préservés de l'hégémonie des marchés, des Etats, des mouvements sociaux. Ils sont artificiellement coupés d'une actualité évacuée de l'expérience du métier et livrée à la liberté de l'action dite « citoyenne » (pour renvoyer à une autre forme d'euphémisation actuelle des contradictions politiques).

Il s'agit d'une récurrence épistémologique dont pourtant la remise en cause a été permanente. L'anthropologie s'est en effet constamment développée autour de ruptures réintroduisant l'Etat, les marchés, la segmentation des champs d'insertion sociale (production, alliance, religion, politique, etc.). L'enjeu de ces ruptures engageait tout à la fois les modes d'altérisation et la définition du caractère « ethnologisable » d'un groupe donné, ces deux qualifications étant confondues. Cette dichotomie évolue aujourd'hui dans deux directions contradictoires : l'incorporation progressive de situations de « modernité » dans la méthodologie ethnologique et la réévaluation des axiomatiques de l'altérité et de la coupure eux/nous ; l'emphase sur une ethnographie à la recherche de ses derniers espaces « vierges »⁶. Dans ce cas pourtant, force est de

⁶ On peut ainsi rappeler à la suite de Copans (1974) que l'année de la publication de *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* (Balandier, 1955)

noter que l'envahissement des rapports marchands atteint les microsociétés les plus éloignées et les plus sujettes à l'exotisation : ainsi les « enclaves » forestières se révèlent fréquemment le théâtre de conflits, impliquant les groupes autochtones autant que, par exemple, l'Etat, des associations écologistes internationales et des entreprises non moins transnationales⁷, quand ce ne sont des armées en rébellion, ou encore des vagues de touristes en quête de dépaysement. L'ethnologue serait malvenu de protester qu'on piétine « son » terrain : la démarche de ces voyageurs, par exemple, le renvoie à son propre cheminement, et l'ethnologie à l'imaginaire de l'exotisme.

Le lieu commun de l'autonomie culturelle des groupes « ethnologisés » est l'opérateur d'un enlèvement des problématiques qu'illustre bien l'exemple presque canonique des rapports entre Pygmées et « Grands Noirs ». De telles élaborations recouvrent toujours traductions, euphémisations et déplacements des rapports de domination et constituent de la sorte un piège intellectuel dans lequel des ethnologues peuvent se laisser d'autant plus aisément enfermer que les visions « indigènes » font écho à leur propre posture différentialiste. Dans le même temps, l'avancée de l'économie de marché s'accompagne d'un nouveau durcissement des rapports internationaux qui ont leur traduction autant dans le registre de l'universalité des droits de l'homme et de la démocratie « libérale » que dans la culturalisation et l'ethnisation des institutions : en premier lieu celles du marché et de l'entreprise. A défaut d'appréhender ces processus globaux dans lesquels il est inévitablement impliqué, l'ethnologue peut être amené à les

est aussi celle de *Tristes tropiques* (Lévi-Strauss, 1955) et coïncide avec la conférence de Bandoeng qui a vu émerger le tiers monde. On sait que Balandier proposait une anthropologie dynamiste, orientée vers l'analyse d'un monde en voie de constitution. Faut-il répéter qu'il insistait également sur la nécessité d'interpréter les transformations internes à chaque société à la lumière de la conjoncture « globale » d'alors : la situation coloniale ?

⁷ Les exemples abondent d'ethnologues débutants astreints à une désillusion pénible. Cf. le témoignage poignant de F. Brunois (1999) dans le numéro précédent de cette revue.

renforcer. Ainsi, porter son attention sur des objets à la fixité apparente, sans penser leur articulation à la conjoncture globale, conduit à situer les sujets observés hors du monde. Ces derniers, quelles que soient les stratégies qu'ils adoptent, sont cependant bien obligés de se positionner dans la conjoncture qu'ils vivent, à la fois locale et globale, et à laquelle ils s'efforcent de conférer un sens.

Pour fournir une illustration, comment comprendre l'accent mis sur des systèmes de parenté, dégagés de tout contexte historique, politique, économique ? Dans le même moment la parenté sera souvent définie comme l'institution fondamentale du politique et de l'économique sans que soit mentionné le fait que les groupes de parenté se trouvent dispersés dans les hiérarchies socio-politiques recomposées autour de l'Etat. Refuser d'envisager que la parenté est aussi réélaborée dans les systèmes politiques et économiques contemporains pourrait contribuer à renforcer, par exemple, l'idéologie d'une « modernisation » nécessaire et nécessairement exogène des sociétés africaines.

L'Afrique et l'Amérique latine ont été les laboratoires d'une intervention des organisations internationales, qui a été reconduite ensuite dans l'Europe centrale et orientale puis récemment dans l'Asie touchée par la crise. Nous n'évoquerons ici rapidement que l'Afrique et les pays néo et postcommunistes qui sont pour les anthropologues des terrains d'autant plus stimulants que leur mise en perspective montre deux facettes contrastées de la globalisation.

En ce qui concerne l'Afrique et les recherches africanistes, on peut constater que l'abandon des paradigmes inspirés du marxisme et notamment des diverses théories tiers-mondistes – focalisées sur la mise en évidence d'un « centre » capitaliste – coïncide avec le début de la période des plans d'ajustement structurel. Celle-ci se caractérise pourtant indéniablement par une dépendance croissante des Etats africains envers les institutions financières internationales, corrélative d'une libéralisation et d'une ouverture forcée à la concurrence extérieure d'économies fragilisées par de fortes récessions. Le credo ultralibéral des premiers idéologues des plans d'ajustement structurel, visant le démantèlement d'Etats perçus uniquement comme cause de « distorsions » et qui ne seraient justifiés que dans une fonction inévitable de maintien de l'ordre, s'est

atténué au cours de la décennie quatre-vingt. Lui a succédé une revalorisation timide du rôle des Etats, aussitôt traduite – dans un langage technocratique – par une emprise plus directement politique dont témoigne le slogan « bonne gouvernance » soudainement accolé aux conditions de délivrance de prêts.

En Afrique comme ailleurs, les chercheurs de toutes disciplines ont souvent tenté de démontrer par leurs recherches que les mesures standardisées préconisées ici et là ne correspondaient nullement aux processus sociaux internes. Par un enchaînement mal maîtrisé, la démonstration de l'autonomie irréductible de ces derniers peut alors conduire à admettre comme hypothèse secondaire une domination extérieure multiforme qui n'est plus interrogée ni dans sa nature ni dans ses implications, pourtant inévitables. De telles occultations paradoxales se traduisent de façon très nette par une endogénéisation tendancielle des causes des récessions économiques, l'alternative se présentant comme le recours à un économisme sommaire sans grande portée. Il est révélateur que les colloques, conférences, ouvrages sur le thème « culture et développement » se soient multipliés au début des années quatre-vingt-dix, portés notamment par des universitaires africains. L'enfermement dans un dilemme entre spécification et banalisation des sociétés africaines traduit alors fort bien une emprise idéologique sur les milieux scientifiques d'autant plus marquée qu'elle est en double résonance avec les contradictions internes que traversent ces sociétés et avec l'accusation extérieure renouvelée.

En réaction à la marginalisation générale du continent africain dans les échanges internationaux ainsi qu'à l'image très négative, souvent catastrophiste, produite par les médias occidentaux sur les situations économiques ou politiques africaines, une littérature considérable (impliquant toutes les sciences sociales) a été produite depuis les années quatre-vingt pour déconstruire cette stigmatisation externe. Ces débats engagent essentiellement des observateurs extérieurs aux situations sociales concernées : tout se passe comme si n'était en jeu que la définition des positions respectives des chercheurs, des experts, des journalistes, voire des professionnels de l'humanitaire. A aucun moment n'est posée la question de savoir comment les acteurs concernés réagissent à cette dévalorisation.

alors même que son intériorisation la transforme en un schème central de la construction endogène des rapports politiques, des rapports de travail, ou même, par exemple, des rapports de parenté.

L'universalisation d'un code externe de structures est ainsi perpétuellement réinterprété selon la singularité des matrices endogènes de sens. Il y a là une série d'enjeux scientifiques d'importance pour l'anthropologie, amenée à approfondir ses problématiques spécifiques dans plusieurs perspectives. Quelques-unes peuvent être évoquées. En premier lieu s'impose l'analyse des logiques d'internalisation, de détournement ou de rejet des processus de domination et d'imposition qui s'infiltrent à travers des objets et des institutions variés de « marchandisation » (pour aller vite). Sous un autre angle, se présentent les nouvelles productions imaginaires, symboliques et idéologiques, dont la masse des identitarismes actuels. Ces derniers constituent un spectacle saisissant qui, sous l'apparence homogène d'une résistance « culturelle » à la force uniformisante des marchés, relève néanmoins d'une grande diversité des configurations qu'il convient d'identifier précisément : entreprises de partition et de segmentation sur une scène tout à la fois nationale et internationale (hindouisme, islamisme) ; volontarisme étatique réactif, redoutant les forces de dislocation du marché (Chine, Vietnam), etc.

Les pays post-communistes et néocommunistes (du socialisme de marché) montrent une autre facette de la globalisation. Dans une orientation parallèle aux développements récents de l'africanisme, les différentes modalités du vocable de « transition » – au centre de la très grande majorité de la littérature économique qui concerne ces pays – mettent en scène l'obsession d'un capitalisme réussi en regard de laquelle ces sociétés ne sont appréhendées que dans leurs inaptitudes et leurs efforts progressifs. Cette polarisation évacue complètement tout intérêt potentiel pour les logiques et les pratiques des acteurs, sur lesquelles l'attention des anthropologues serait bienvenue. La coercition étatique dans le cas du gouvernement toujours communiste du Vietnam, par exemple, reste employée à l'identique en faveur d'une inclusion du capitalisme scandée comme un nouveau slogan révolutionnaire : elle véhicule la surexploitation d'un travail vendu à un coût minimal sur place aux investisseurs

étrangers ou exporté littéralement dans des entreprises des pays capitalistes ; la démission – rendue elle-même possible par le passage au marché qui a impliqué la suppression des rationnements – s'avère alors la seule voie de résistance. Corollairement, autant le post-communisme que le néocommunisme invitent à reconsidérer les modes de catégorisation des acteurs dans leur rapport essentiel avec la nature de l'Etat. En effet, en Hongrie comme au Vietnam pour ne citer que ces deux seuls pays, ce sont des pans entiers de populations anciennement salariées par l'Etat qui se trouvent brutalement expulsées du corps social sans être en mesure de comprendre comment un tel bouleversement de leur statut a pu se produire, passant de la dignité de fonctionnaires plus ou moins pauvres à la non-existence, obligés de trouver leurs propres moyens de subsistance dans des configurations de déréliction politico-économique totale. Ces témoins sans filets de l'histoire, souvent réduits à une mendicité honteuse, offrent l'opportunité de réexaminer les liens entre travail, statut, compétence, rémunération et Etat qui définissent le processus de hiérarchisation socioprofessionnelle dans les sociétés du capitalisme avancé.

La reviviscence actuelle de la thématique du colonialisme et de l'impérialisme apparaît dans ce paysage plus déchiffrable si, bien évidemment, on l'appréhende non comme un résumé du monde présent mais comme le prisme unifiant de sujets voués à des dominations plurielles et inextricables. Dans ces termes sont désignés aussi imparfaitement les liens entre les processus de hiérarchisation des espaces politiques et économiques au niveau mondial et les modes de déhiérarchisation/rehiérarchisation qui travaillent les sociétés concrètes et les groupes ethno-culturels. Ce recours à des formules anciennes qui, il y a encore quelques années, semblaient définitivement tombées en désuétude, invite l'anthropologue à repenser sa position sans céder à la tentation d'une légitimation forclosée. Plus précisément, il est conduit d'un côté à réévaluer la nouveauté des processus en jeu et de l'autre à tenter de comprendre les principes de nécessité qui guident les acteurs à vouloir enregistrer une continuité irréfragable. Derrière ce réinvestissement d'une prééminence pérenne et inchangeable dans sa nature, quels assujettissements se profilent dans l'avenir ? On

retrouve là une problématique essentielle de l'anthropologie amenée, peut-être plus que les autres disciplines, à analyser les formes et les opérateurs endogènes de construction de la subordination.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALTHABE G. & SELIM M., 1998. *Démarches ethnologiques au présent*. Paris, L'Harmattan.
- AUGE M., 1994. *Pour une anthropologie des mondes contemporains*. Paris, Aubier.
- BALANDIER G., 1955. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. Paris, PUF.
- BRUNOIS F., 1999. « Y-a-t-il toujours une place ou de la place pour un ethnologue, et si oui, à quel prix ? », *Journal des anthropologues*, 76 : 93-111.
- COPANS J., 1974. *Critiques et politiques de l'anthropologie*. Paris, Maspéro.
- DUVAL J., GAUBERT C., LEBARON F., MARCHETTI D. & PAVIS F., 1998. *Le « décembre » des intellectuels français*. Paris, Liber-Raisons d'agir.
- FRIEDMAN J., 1998. « Classes, culture, identité. Anthropologie des processus de globalisation », *La lettre de l'AREHESS*, 20 : 14-16.
- HOURS B., 1998. *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.
- KORNAI, 1996. *Le système socialiste*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- LÉVI-STRAUSS C., 1955. *Tristes tropiques*. Paris, Plon.
- WARNIER J.-P., 1999. *La mondialisation de la culture*. Paris, La Découverte.

• • •

Bazin L., Bourdarias Françoise, Selim Monique (1999)

Hégémonie du marché et expansion capitaliste :
occultation ou problématisation

In : Bazin L. (ed.), Bourdarias F. (ed.), Selim Monique
(ed.). Nouvelles configurations économiques et
hiérarchiques

Journal des Anthropologues, (77-78), 9-17.